

Investissement Canada—Loi

que le Canada va l'être. J'étais en France récemment, monsieur le Président, en ma qualité de présidente de l'Association parlementaire Canada-France, et on m'a fait visiter des régions du pays, c'étaient des députés socialistes du gouvernement qui m'ont fait visiter entre autres la Dordogne... j'ai aussi visité l'Alsace avec un député du centre, un député de la République, et à chaque endroit j'ai découvert que les députés, qu'ils soient socialistes ou du centre, ont dit: Vous savez, notre plus grand problème c'est le renouvellement de nos industries, notre plus grand problème, c'est que nos industries nationalisées ne sont pas à jour, à la page; on a beaucoup plus de difficultés avec Renault qu'on en a eu avec Peugeot; au moment de la crise, Peugeot a pris les mesures courageuses et de bonne gestion qui s'imposaient. Ils se sont serré la ceinture, ils ont modifié la formation de leurs employés, ils ont fait concurrence, tandis que chez Renault, à cause de l'«appareillage» de l'État, il y a une lenteur à réagir, et nous avons perdu des marchés, les Français me disaient, et aujourd'hui nous nous retrouvons en difficulté.

Donc, finalement, monsieur le Président, même en France où il y a un gouvernement socialiste, on s'aperçoit que l'économie c'est affaire de réalité et non de théorie, de rhétorique et d'idéologie, et que ce projet de loi cadre très bien avec la mentalité qui va prévaloir en France aussi parce que la nécessité les pousse à s'apercevoir que, au début de leur mandat, ils ont fait une erreur quand ils ont créé des emplois artificiels dans la fonction publique. Ils ont fait des erreurs en décourageant l'entreprise privée et, aujourd'hui, ils trouvent que les solutions à leur problème sont les mêmes que celles que nous proposons. Donc, je me sens très à l'aise d'appuyer ce projet de loi, nous serons vigilants dans ce cas-ci comme dans le cas des autres lois que nous passons, comme, par exemple, les mesures incitatives pour que les sociétés canadiennes qui font affaires avec le gouvernement respectent l'égalité des chances chez les femmes. C'est dans ce genre de projet de loi que, non C-15 où il s'agit d'investissement, mais dans le projet de loi que la ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M^{lle} MacDonald) a proposé, que l'on va pouvoir obtenir l'égalité pour les femmes. Alors, c'est vraiment pour moi un sentiment étrange que d'entendre parler mes collègues de l'investissement étranger comme si c'était un monstre à plusieurs têtes qui allait venir nous gober, enlever la masculinité à nos hommes, enlever l'égalité à nos femmes et ruiner notre industrie de la culture.

Donc, je crois que les députés de l'opposition devraient vivre aujourd'hui: il fait bon aujourd'hui, il le fait encore plus aujourd'hui qu'il ne le faisait hier et il fera encore meilleur demain.

Le président suppléant (M. Charest): Questions, commentaires. L'honorable député de Ottawa-Vanier (M. Gauthier) a la parole.

M. Gauthier: Monsieur le Président, la députée de Gatineau (M^{me} Mailly) rêve en couleurs ou elle n'a pas suivi le débat. Nous n'avons jamais dit que les investissements étrangers étaient mauvais pour le Canada. Nous avons dit que la mainmise étrangère sur l'économie canadienne n'était pas une chose

à rechercher. Nous avons critiqué le projet d'une façon constructive afin d'améliorer le projet de loi. On n'a jamais dit que les capitaux étrangers n'étaient pas les bienvenus au Canada, au contraire! On a dit bienvenue, mais il faudrait que vous vous soumettiez d'abord à un examen et ensuite, peut-être, à une revue pour s'assurer que le Canada...

Une voix: Il est 13 heures!

Le président suppléant (M. Charest): Je regrette infiniment. Comme il est 13 heures, je quitte le fauteuil pour le reprendre à 14 heures.

(La séance est suspendue à 13 heures.)

REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 14 heures.

DÉCLARATIONS AUX TERMES DE L'ARTICLE 21 DU RÈGLEMENT

[Traduction]

LES PARLEMENTAIRES

LES PROPOS DE M. CROSBIE

M. Don Boudria (Glengarry-Prescott-Russell): Monsieur le Président, même si le ministre de la Justice (M. Crosbie), hier, a tempêté et tonitrué, après ses vitupérations de la veille à la Chambre, cela ne voulait pas dire grand-chose. Toutefois, quand il a appelé la députée de Hamilton-Est (M^{me} Copps) «ma belle», qu'il l'a qualifiée de «petite souris» et de «poltronne», sous les applaudissements nourris d'autres ministériels, il a montré enfin ce que des conservateurs pensent des femmes.

Quelle insulte pour les Canadiennes que ces propos désobligeants...

M. Dick: Est-elle une femme?

M. Boudria: ... du ministre de la Justice, responsable du dossier de l'égalité des femmes, ce *minus habens* qui n'a pu trouver comme point faible chez notre distinguée collègue de Hamilton-Est que sa qualité de femme!

Des termes aussi péjoratifs et sexistes que «ma belle» et «poltron» devraient être irréguliers. Qu'est-ce qu'un poltron? Un froussard, un trouillard. Voilà ce que pensent le ministre de la Justice et sa bande de zouaves à propos d'une femme qui ose défendre les causes auxquelles elle croit fermement.

Nous nous rappelons le débat sur les femmes pendant la campagne électorale l'été dernier. Où est maintenant l'intérêt que les conservateurs avaient manifesté? Pour les tories, les femmes sont des poltronnes. D'abord, on manque à ses promesses, puis on profère des injures. Il faut que le ministre de la Justice et tous les députés conservateurs s'excusent auprès des femmes. Au lieu de le laisser mugir et patauger comme une baleine échouée, ses collègues tories ont ovationné le ministre discrédité. Les conservateurs avaient promis...